

**Art. 11.** De Commissie en de afdeling komen bijeen op oproeping van de voorzitter die de dagorde vaststelt. De Commissie komt in plenaire vergadering bijeen minstens éénmaal per jaar en voor de goedkeuring van het activiteitenverslag.

De voorzitter dient de Commissie of de afdelingen bijeen te roepen binnen vijftien dagen na de adviesaanvraag.

**Art. 12.** De Commissie maakt een jaarlijks activiteitenverslag op dat zij aan de Minister voorlegt.

**Art. 13.** De Algemene Directeur van Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of de door hem aangewezen afgevaardigden dienen bij de Commissie of de afdeling de ontwerpen in die hem wordt voorgelegd.

Zij wonen alle vergaderingen bij met raadgevende stem.

**Art. 14.** Ieder deelnemer aan de vergaderingen van de Commissie of van de afdelingen geniet de terugbetaling van zijn reiskosten overeenkomstig de modaliteiten voorzien door de koninklijke besluiten van 24 december 1984 tot vaststelling van de vergoeding wegens verblijfskosten van de personeelsleden der Ministeries en van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De leden van de Commissie worden voor de toepassing van voornoemde besluiten gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15, hoewel hun ambt anderzijds niet bezoldigd is.

**Art. 15.** De Commissie maakt haar inwendig reglement van orde op dat zij ter goedkeuring aan de Minister voorlegt.

Dit reglement moet inzonderheid bepalen :

- 1° de wijze van oproeping en van beslissing;
- 2° de vormen inzake inkleding van de adviezen;
- 3° de periodiciteit van de vergaderingen;
- 4° de procedure inzake eventueel horen van deskundigen;
- 5° de aanwijzing van de vergaderingsvoorzitter voor elke afdeling;
- 6° de regels inzake deelneming aan de vergaderingen.

**Art. 16.** Wanneer het advies op ontwerpen van reglementaire besluiten betrekking heeft, moet dit advies binnen een termijn van veertig dagen verstrekt worden.

Voor elke andere kwestie betreffende de productie van water kan een termijn vastgesteld worden door de Minister.

Het advies wordt door de Voorzitter aan de Minister gestuurd die oordeelt over de openbaarheid die aan de door de Commissie en de afdelingen uitgebrachte adviezen moet gegeven worden.

**Art. 17.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juni 1986 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 februari 1991, wordt opgeheven.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 29 juli 1991.

**Art. 19.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 27 juni 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

**18 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour la régénération d'espèces feuillues**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, III, 4°;

Vu le décret budgétaire du 20 décembre 1990 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1991, partie Ministère de la Région wallonne, et notamment l'article 50.01.01, de la section 13 du titre II intitulé « Subventions au secteur autre que public »;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 18 juin 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

Arrêté :

**Article 1er.** Dans les limites des crédits budgétaires, la Région wallonne attribue une subvention à la régénération d'espèces feuillues.

Les personnes de droit public de nationalité étrangère sont assimilées à des propriétaires particuliers et peuvent bénéficier de la subvention pour des parcelles situées en Région wallonne.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage.

Ne donne pas lieu à l'octroi de la subvention, la régénération de terrains qui sont soumis au régime forestier, de terrains dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la division de la nature et des forêts du Ministère de la Région wallonne, ou de terrains appartenant à des personnes de droit public.

**Art. 2.** La subvention est octroyée aux conditions suivantes :

- l'espèce régénérée est mentionnée dans la liste des espèces subventionnées établie à l'article 9;
- l'espèce régénérée présente une aptitude optimale, conformément notamment au « Fichier écologique des essences » édité par le Ministère de la Région wallonne;
- en cas de régénération artificielle, les plants sont de provenance recommandable. Les provenances belges seront reprises dans le catalogue des matériels de base belge des essences forestières de l'O.N.D.A.H.

Les provenances étrangères sont mentionnées au Dictionnaire des Provenances édité par la division de la nature et des forêts. Si, pour une espèce, il n'existe pas ou plus de provenance recommandable, une dérogation pourra être accordée par la division de la nature et des forêts;

— la régénération porte sur une superficie d'au moins 50 ares d'un seul tenant; toutefois la superficie minimale de 50 ares peut être divisée en plusieurs parcelles de 10 ares minimum pour l'établissement de cordons feuillus ou si les conditions sylvicoles l'exigent. La subvention est limitée à un maximum de 10 hectares par an et par bénéficiaire;

— en cas de régénération artificielle, les nombres minimum et maximum de plants par are sont mentionnés à l'article 9;

— la régénération artificielle est effectuée au plus tard la saison de plantation qui suit la demande, soit du 1<sup>er</sup> octobre au 30 avril;

— la régénération naturelle n'est pas âgée de plus de 10 ans par rapport à la date d'introduction de la demande;

— le demandeur notifie à l'ingénieur principal-chef de service ou son délégué la fin des travaux de régénération dans le mois qui suit.

**Art. 3.** La subvention est accordée pour la préparation du terrain, pour la régénération, les regarnissages et les entretiens à l'exclusion de la protection contre le gibier.

**Art. 4.** Toute demande de subvention est adressée à l'ingénieur principal-chef de service de la division de la nature et des forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci. La demande indique les nom, prénoms et adresse du bénéficiaire en indiquant la nature du droit réel ou éventuellement de son mandataire.

Elle est accompagnée :

— d'un extrait de plan cadastral sur lequel sont entourées d'un trait rouge les parcelles ou parties de parcelles où se situera la régénération;

— d'un extrait de carte topographique au 1/10 000 ou 1/25 000 sur laquelle sont entourés d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;

— d'un extrait de la matrice cadastrale;

— des renseignements suivants pour chaque parcelle à régénérer :

1° la surface par espèce ou ensemble d'espèces;

2° la ou les espèces à régénérer;

3° en cas de régénération artificielle, l'écartement;

— d'un devis renseignant entre autres le coût des travaux préparatoires et des entretiens, et en cas de régénération artificielle, la provenance des espèces à planter et la pépinière d'origine, le coût des plants et de la plantation.

**Art. 5.** Il ne peut être introduit qu'une demande par bénéficiaire et par an. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

**Art. 6.** Du seul fait de l'introduction de sa demande, le demandeur autorise la division de la nature et des forêts à visiter les lieux et à recourir sur le terrain au mode de contrôle approprié, après avertissement du bénéficiaire.

En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

**Art. 7.** La division de la nature et des forêts décide de l'agrément de la demande dans les quatre mois de sa réception.

**Art. 8.** La subvention sera liquidée après vérification par l'ingénieur principal-chef de service ou son délégué de l'exécution des travaux et sur présentation des copies des factures certifiées conformes par le demandeur et portant une date postérieure à celle de l'introduction de la demande, d'un bordereau récapitulatif et, en cas de régénération artificielle, des attestations d'admissions de l'O.N.D.A.H.

La liquidation sera opérée en deux tranches :

— une première vérification aura lieu entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 septembre suivant la régénération et permettra la liquidation d'une première tranche de subvention si :

— en cas de régénération artificielle, le taux de reprise atteint 60 % au moins;

— en cas de régénération naturelle, 60 % de la surface soit couverte de semis;

— une deuxième vérification aura lieu entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 septembre de la troisième année après le premier contrôle;

Elle permettra la liquidation d'une deuxième tranche constituant le solde de la subvention, pour autant que l'état de régénération soit jugé satisfaisant en vue de l'obtention d'une futaie. Le taux de réussite des plants sera au moins de 80 % en cas de régénération artificielle, et en cas de régénération naturelle, au moins 80 % de la surface sera couverte de semis ou de plants provenant de regarnissages dont le nombre minimum est repris à l'article 9.

**Art. 9.** Le tableau ci-après reprend les espèces subventionnées et pour chacune d'entre elles les nombres minimum et maximum de plants par are ainsi que les pourcentages de subvention.

Toutefois, le nombre minimum de plants peut être réduit si les plants possèdent une qualité génétique exceptionnelle.

Colonne	Nombres de plants minimum-maximum	% de subvention tranches		
		1ère (1)	(2)	2ème (3)
Erable sycomore (Acer pseudoplatanus)	10-25	25	5	30
Aulne glutineux (Alnus glutinosa)	10-25	35	15	50
Bouleau verruqueux (Betula pendula)	10-25	25	10	35
Bouleau pubescent (Betula pubescens)	10-25	25	10	35
Charme commun (Carpinus betulus)	10-25	25	10	35
Hêtre commun (Fagus sylvatica)	16-44	50	20	70
Frêne commun (Fraxinus excelsior)	10-25	25	5	30
Peuplier tremble (Populus tremula)	2-7	25	10	35
Merisier (Prunus avium)	10-25	25	5	30
Chêne rouvre (Quercus petraea)	10-25	50	20	70
Chêne pédonculé (Quercus robur)	10-25	50	20	70
Chêne rouge (Quercus rubra)	10-25	25	10	35
Robinier faux acacia (Robinia pseudacacia)	10-25	35	15	50
Tilleul à petites feuilles (Tilia cordata)	10-25	25	10	35
Tilleul à grandes feuilles (Tilia platyphyllos)	10-25	25	10	35

Art. 10. § 1er. La 1ère tranche de la subvention est fixée à l'article 9 (colonne 1) et représente un pourcentage du coût des travaux de préparation du terrain et de régénération plafonné à 80 000 F/ha.

La 2ème tranche est fixée à l'article 9 (colonne 2) et représente un pourcentage du coût des travaux de préparation du terrain et de régénération pris en considération ci-dessus et un pourcentage (colonne 3) du coût des entretiens et des regarnissages plafonné à 50 000 F/ha.

§ 2. En cas de régénération artificielle lorsque les plants sont de provenance recommandable belge, les taux d'intervention définis aux colonnes 1 et 3 de l'article 9 sont augmentés de 5 %.

§ 3. En cas d'une acclimatation pendant au moins 1 an des plants à une altitude ne s'écartant pas de plus de 150 m de celle de la parcelle où la plantation sera effectuée et en cas de régénération naturelle, les taux d'intervention définis aux colonnes 1 et 3 de l'article 9 sont augmentés de 5 %.

§ 4. Dans les zones noyaux boisées des périmètres cadres définies par la Région wallonne en vertu de l'article 4 de la Directive 79/409/CEE, les taux d'intervention définis aux colonnes 1 et 3 de l'article 9 sont augmentés de 5 %.

§ 5. Dans les zones rurales éligibles pour bénéficier de l'aide des Communautés européennes au titre de l'objectif n° 5 b tel que défini par le règlement CEE n° 2052/88 et fixées par la décision 89/426/CEE, du 10 mai 1989, les taux d'intervention définis aux colonnes 1 et 3 de l'article 9 sont augmentés de 5 %.

§ 6. Ces différentes augmentations des taux d'intervention sont cumulables.

§ 7. La subvention ne peut pas être calculée sur un montant supérieur au devis annexé à la demande.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,  
de la Conservation de la nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

## ÜBERSETZUNG

D. 91 — 2822

[C — 27459]

**18. JULI 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive  
über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Regeneration von Laubbäumen**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, III, Nr. 4;

Aufgrund des Dekrets vom 20. Dezember 1990 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1991, Teil Ministerium der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 50.01.01 des Abschnitts 13 des Titels II mit der Überschrift « Zuschüsse im nichtöffentlichen Bereich »;

Aufgrund des am 18. Juni 1991 erteilten Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Rahmen der Haushaltsmittel gewährt die Wallonische Region einen Zuschuß für die Regeneration von Laubbäumen.

Die öffentlich-rechtlichen Personen ausländischer Staatsangehörigkeit werden den Privateigentümern gleichgestellt und können den Zuschuß für die in der Wallonischen Region gelegenen Parzellen erhalten.

Der Zuschuß wird dem Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder dem Inhaber eines dinglichen Rechtes an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, gewährt.

Der Zuschuß wird nicht gewährt für die Regeneration von Grundstücken, die der Forstordnung unterliegen, von Grundstücken, deren Nutzung Gegenstand einer mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region getroffenen Vereinbarung ist, oder von Grundstücken, die öffentlich-rechtlichen Personen gehören.

**Art. 2.** Der Zuschuß wird unter folgenden Bedingungen gewährt :

— die regenerierte Baumart muß in der in Artikel 9 bestimmten Liste der bezuschusten Baumarten aufgeführt sein. Die regenerierte Baumart muß eine optimale Eignung, insbesondere gemäß der vom Ministerium der Wallonischen Region herausgegebenen « Ökologische Datei der Baumarten », aufweisen;

— bei einer künstlichen Regeneration muß das Pflanzgut empfehlenswerter Herkunft sein. Die belgischen Herkünfte sind in dem belgischen Katalog des Grundmaterials für Waldbäume des Landesamtes für den Absatz von Agrar- und Gartenbauerzeugnissen aufgeführt.

Die ausländischen Herkünfte sind in dem Lexikon der Herkünfte angegeben, das von der Abteilung Natur und Forstwesen herausgegeben worden ist. Wenn es für eine Baumart keine empfehlenswerte Herkunft gibt bzw. mehr gibt, kann die Abteilung Natur und Forstwesen eine Abweichung gewähren;

— die Regeneration muß sich auf eine zusammenhängende Fläche von mindestens 50 Ar beziehen; die Mindestfläche von 50 Ar kann jedoch in mehrere Parzellen von mindestens 10 Ar geteilt werden, wenn Reihen von Laubbäumen errichtet werden sollen oder wenn die waldbaulichen Verhältnisse dies erfordern. Der Zuschuß ist auf eine Höchstfläche von 10 Hektar pro Jahr und pro Empfänger begrenzt;

— für eine künstliche Regeneration ist die Mindest- und die Höchstanzahl Jungpflanzen pro Ar in Artikel 9 erwähnt

— die künstliche Regeneration muß spätestens in der Pflanzzeit erfolgen, die der Antragstellung folgt, d.h. vom 1. Oktober bis zum 30. April;

— die natürliche Regeneration darf nicht mehr als 10 Jahre vor dem Datum der Einreichung des Antrags zurückliegen;

— der Antragsteller muß dem dienstleitenden Hauptingenieur bzw. seinem Beauftragten den Abschluß der Regenerationsarbeiten innerhalb des darauffolgenden Monats mitteilen.

**Art. 3.** Der Zuschuß wird für die Vorbereitung des Grundstücks, für die Regeneration, die Wiederaufforstungen und die Unterhaltung und nicht für den Schutz gegen Wild gewährt.

**Art. 4.** Jeder Antrag auf Zuschuß wird an den dienstleitenden Hauptingenieur der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, wo das Eigentum bzw. der größte Teil davon gelegen ist. Der Antrag gibt den Namen, die Vornamen und die Adresse des Empfängers und die Art des dinglichen Rechtes oder gegebenenfalls den Namen, die Vornamen und die Adresse seines Bevollmächtigten an.

Dem Antrag wird folgendes beigelegt :

— ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, wo die Regeneration erfolgen soll, rot eingekreist sind;

— ein Auszug aus einer topographischen Karte im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000, auf der die betreffende(n) Parzelle(n) rot eingekreist ist (sind);

— ein Auszug aus dem Katasterbuch;

— nachstehende Auskünfte für jede Parzelle, die zu regenerieren ist :

1° der Flächeninhalt pro Baumart bzw. Gruppe von Baumarten;

2° die zu regenerierende(n) Baumart(en);

3° der Abstand, wenn es um eine künstliche Regeneration geht;

— ein Kostenanschlag, in dem u.a. die Kosten für die Vorarbeiten, die Unterhaltung und, wenn es um eine künstliche Regeneration geht, die Herkunft der anzupflanzenden Arten und die Baumschule, aus denen diese stammen, die Kosten für das Pflanzgut und die Anpflanzung angegeben sind.

**Art. 5.** Es darf nur ein Antrag pro Empfänger und pro Jahr eingereicht werden. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

**Art. 6.** Der Antragsteller erlaubt der Abteilung Natur und Forstwesen allein schon durch die Einreichung seines Antrags, das Gelände zu besichtigen und nach Verständigung des Empfängers das geeignete Kontrollverfahren an Ort und Stelle anzuwenden.

Wenn der Antragsteller die Anwendung vorliegenden Artikels ablehnt oder sich ihr widersetzt, wird ihm der Zuschuß verweigert.

**Art. 7.** Die Abteilung Natur und Forstwesen entscheidet über die Zulassung des Antrags binnen 4 Monaten nach seinem Eingang.

**Art. 8.** Der Zuschuß wird ausgezahlt, nachdem der dienstleitende Hauptingenieur oder sein Beauftragter die Ausführung der Arbeiten überprüft hat und nachdem die Kopien der vom Antragsteller beglaubigten und nach dem Datum der Einreichung des Antrags datierten Rechnungen, eine zusammenfassende Aufstellung und, im Falle einer künstlichen Regeneration, die Zulassungsbescheinigungen des Landesamtes für den Absatz von Agrar- und Gartenbauerzeugnissen vorgelegt worden sind.

Der Zuschuß wird in zwei Teilbeträgen ausgezahlt :

— eine erste Überprüfung erfolgt zwischen dem 1. Juni und dem 30. September nach der Regeneration und ermöglicht die Auszahlung eines ersten Teilbetrags des Zuschusses, wenn :

— bei einer künstlichen Regeneration mindestens 60 % der Jungpflanzen angewurzelt sind;

— bei einer natürlichen Regeneration 60 % der Fläche mit Wildlingen bedeckt ist;

— eine zweite Überprüfung erfolgt zwischen dem 1. Juni und dem 30. September des dritten Jahres nach der ersten Kontrolle; sie ermöglicht die Auszahlung eines zweiten Teilbetrags, der den Restbetrag des Zuschusses darstellt, sofern der Regenerationsgrad im Hinblick auf die Entstehung eines Hochwaldes für ausreichend befunden wird. Bei einer künstlichen Regeneration muß die Anpflanzung der Jungpflanzen einen Erfolg von mindestens 80 % erreichen, und bei einer natürlichen Regeneration müssen mindestens 80 % der Fläche mit Wildlingen oder Jungpflanzen aus Wiederaufforstungen, deren Mindestanzahl in Artikel 9 angegeben ist, bedeckt sein.

**Art. 9.** Nachstehende Tabelle führt die bezuschußten Arten und für jede von ihnen die Mindest- und die Höchstanzahl Jungpflanzen pro Ar sowie die Prozentsätze des Zuschusses auf.

Die Mindestanzahl Jungpflanzen kann jedoch verringert werden, wenn die Jungpflanzen eine außergewöhnliche genetische Eigenschaft aufweisen.

Anzahl Jungpflanzen Minimum - Maximum Kolonne	% des Zuschusses teilmträge			
	1. (1)	2. (2)	3. (3)	
Bergahorn (Acer pseudoplatanus)	10-25	25	5	30
Schwarzerle (Alnus glutinosa)	10-25	35	15	50
Weißbirke (Betula pendula)	10-25	25	10	35
Moorbirke (Betula pubescens)	10-25	25	10	35
Weißbuche (Carpinus betulus)	10-25	25	10	35
Rotbuche (Fagus sylvatica)	16-44	50	20	70
Esche (Fraxinus excelsior)	10-25	25	5	30
Zitterpappel (Populus tremula)	2-7	25	10	35
Süßkirsche (Prunus avium)	10-25	25	5	30
Wintereiche (Quercus petraea)	10-25	50	20	70
Stieleiche (Quercus robur)	10-25	50	20	70
Roteiche (Quercus rubra)	10-25	25	10	35
Scheinakazie (Robinia pseudacacia)	10-25	35	15	50
Winterlinde (Tilia cordata)	10-25	25	10	35
Sommerlinde (Tilia platyphyllos)	10-25	25	10	35

**Art. 10. § 1.** Der erste Teilbetrag des Zuschusses ist in Artikel 9 (Kolonne 1) festgelegt und stellt einen Prozentsatz der auf 80 000 F/ha begrenzten Kosten der Arbeiten für die Vorbereitung des Grundstückes und der Regenerationsarbeiten dar.

Der zweite Teilbetrag ist in Artikel 9 (Kolonne 2) festgelegt und stellt einen Prozentsatz der oben berücksichtigten Kosten der Arbeiten für die Vorbereitung des Grundstückes und der Regenerationsarbeiten und einen Prozentsatz (Kolonne 3) der auf 50 000 F/ha begrenzten Kosten für die Unterhaltung und die Wiederaufforstungen dar.

§ 2. Wenn bei einer künstlichen Regeneration das Pflanzgut belgischer empfehlenswerter Herkunft ist, werden die in den Kolonnen 1 und 3 von Artikel 9 bestimmten Beteiligungssätze um 5 % erhöht.

§ 3. Wenn das Pflanzgut sich mindestens ein Jahr lang an eine Höhe akklimatisieren muß, die nicht mehr als 150 m über diejenige der Parzelle hinausgeht, wo die Anpflanzung erfolgen soll, und wenn es sich um eine natürliche Regeneration handelt, werden die in den Kolonnen 1 und 3 von Artikel 9 bestimmten Beteiligungssätze um 5 % erhöht.

§ 4. In den bewaldeten Kernzonen der Rahmgebiete, die die Wallonische Region aufgrund von Artikel 4 der Richtlinie 79/406/EWG abgegrenzt hat, werden die in den Kolonnen 1 und 3 von Artikel 9 bestimmten Beteiligungssätze um 5 % erhöht.

§ 5. In den durch die Entscheidung 89/426/EWG vom 10. Mai 1989 abgegrenzten förderungswürdigen ländlichen Gebieten nach Ziel 5b der Verordnung (EWG) Nr. 2052/88 des Rates werden die in den Kolonnen 1 und 3 von Artikel 9 bestimmten Beteiligungs-sätze um 5 % erhöht.

§ 6. Diese verschiedenen Erhöhungen der Beteiligungs-sätze können zusammengerechnet werden.

§ 7. Der Zuschuß darf nicht auf der Grundlage eines Betrags berechnet werden, der den dem Antrag beigefügten Kostenanschlag übersteigt.

**Art. 11.** Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 12.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen-Régionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,  
B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,  
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,  
E. HISMANS

#### VERTALING

N. 91 — 2822

[C — 27459]

#### 18 JULI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de verjonging van loofboomsoorten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, III, 4°;

Gelet op het begrotingsdecreet van 20 december 1990 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1991, deel Ministerie van het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 50.01.01, van de afdeling 13, titel II « Toelagen aan de niet-openbare sector »;

Gelet op de instemming van de minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort, gegeven op 18 juni 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

Besluit :

**Artikel 1.** Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kent het Waalse Gewest een toelage toe voor de verjonging van loofboomsoorten.

De publiekrechtelijke personen van vreemde nationaliteit worden gelijkgesteld met privé-eigenaars en kunnen de toelage genieten voor in het Waalse Gewest gelegen percelen.

De toelage wordt toegekend aan de eigenaar van in het Waalse Gewest gelegen terreinen of aan de titularis van een werkelijk recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft.

Geeft geen recht op een toelage, de verjonging van terreinen onder bosregeling, van terreinen waarvan het beheer het onderwerp is van een overeenkomst met de afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest of van terreinen toebehorende tot publiekrechtelijke personen.

**Art. 2.** De toelage wordt toegekend onder volgende voorwaarden :

— het verjongd soort is vermeld in de in artikel 9 vastgestelde lijst der boomsoorten die in aanmerking komen voor een toelage;

— het verjongd soort toont een optimale geschiktheid, overeenkomstig o.a. de door het Ministerie van het Waalse Gewest uitgegeven « Fichier écologique des essences »;

— in geval van kunstmatige verjonging moeten de plantsoenen van betrouwbare herkomst zijn. De inheemse herkomsten zijn opgenomen in de catalogus van het Belgisch uitgangsmateriaal voor bosboomsoorten van de N.D.A.L.T.P.

De vreemde herkomsten zijn vermeld in de « Dictionnaire des provenances » uitgegeven door de afdeling Natuur en Bossen. Indien er voor een boomsoort geen betrouwbare herkomst (meer) bestaat, kan een vrijstelling door de afdeling Natuur en Bossen worden toegekend;

— de verjonging vindt plaats over een oppervlakte van minstens 50 aren uit een stuk; de minimum oppervlakte van 50 aren kan echter verdeeld worden in meerdere percelen van minimum 10 aren voor de aanleg van rijen loofbomen of indien het door de bosbouwkundige toestand gevergd wordt. De toelage is beperkt tot een maximum van 10 hectares per jaar en per rechthebbende;

— bij kunstmatige verjonging wordt het minimum en maximum aantal plantsoenen per are in artikel 9 vermeld;

— de kunstmatige verjonging moet plaats vinden ten laatste tijdens het plantseizoen dat de aanvraag volgt, hetzij van 1 oktober tot 30 april;

— de natuurlijke verjonging is niet ouder dan 10 jaar t.o.v. de datum van de indiening van de aanvraag;

— binnen de maand betekent de aanvrager aan de e.a.ingenieur-hoofd van dienst of aan zijn afgevaardigde het einde van de verjongingswerken.

**Art. 3.** De toelage wordt toegekend voor de voorbereiding van de grond, de verjonging, de herbebossing en de onderhoud, maar niet voor de bescherming tegen het wild.

**Art. 4.** Elke aanvraag om toelage wordt gericht aan de e.a. ingenieur-hoofd van dienst van de afdeling Natuur en Bossen waar het eigendom ligt of, in voorkomend geval, het grootste deel ervan. Op de aanvraag worden de naam, voornamen en adres van de rechthebbende vermeld met aanduiding van de aard van het werkelijk recht of eventueel van zijn gemachtigde.

Worden erbij gevoegd :

- een uittreksel van het kadastraal plan waarop de te verjongen percelen of perceeldelen in het rood aangeduid zijn;
- een uittreksel van een topografische kaart op schaal 1/10 000 of 1/25 000 waarop het (de) betrokken(e) perceel (percelen) in het rood aangeduid zijn;
- een uittreksel van de kadastrale legger;
- de volgende inlichtingen voor elk te verjongen perceel :
  - 1° de oppervlakte per boomsoort of geheel van boomsoorten;
  - 2° het of de te verjongen boomsoorten;
  - 3° in geval van kunstmatige verjonging, de afstand;
- een bestek met opgave van o.a. de kostprijs der voorbereidings- en onderhoudswerken, en in geval van kunstmatige verjonging, de herkomst van de te planten boomsoorten en de oorspronkelijke boomkwekerij, de kosten van de plantsoenen en van het planten.

**Art. 5.** Er mag slechts een aanvraag per rechthebbende en per jaar worden ingediend. Elke aanvraag mag een of meerdere percelen inhouden.

**Art. 6.** Vanwege de indiening van zijn aanvraag geeft de aanvrager machtiging aan de afdeling Natuur en Bossen de plaats te bezoeken en ter plekke over te gaan tot de aangepaste wijze van controle, na verwittiging van de rechthebbende.

In geval van weigering of verhindering van de toepassing van dit artikel door de aanvrager, wordt hem de toelage geweigerd.

**Art. 7.** De afdeling Natuur en Bossen geeft haar goedkeuring over de aanvraag binnen de vier maanden na haar ontvangst.

**Art. 8.** De toelage wordt vereffend na nazicht door de e.a. ingenieur-hoofd van dienst of door zijn afgevaardigde van de uitvoering der werken en op voorlegging door de aanvrager van de eensluidend verklaarde copys van facturen met een latere datum dan dewelke van de aanvraagindiening, van een samenvattende opgave en, in geval van kunstmatige verjonging, van de erkenningsbewijzen van de N.A.D.P.T.L.

De vereffening zal plaatsvinden in twee schijven :

- een eerste controle gebeurt tussen 1 juni en 30 september na de verjonging en zal de vereffening van een eerste schijf van de toelage toelaten, indien :
  - wat betreft de kunstmatige verjonging, het groeipercentage minstens 60 % behaalt;
  - wat betreft de natuurlijke verjonging, 60 % van de oppervlakte is ingezaaid;
- een tweede controle vindt plaats tussen 1 juni en 30 september van het derde jaar na de eerste controle; zij heeft als gevolg de vereffening van een tweede schijf die overeenstemt met het saldo van de toelage, voor zover de verjongingsstaat voldoende geacht wordt om hoog hout te bekomen. In geval van kunstmatige verjonging moeten de plantsoenen een groeihervatting van minstens 80 %, en in geval van natuurlijke verjonging moet minstens 80 % van de oppervlakte bedekt zijn met zaailingen of uit herbebossing voortkomende plantsoenen waarvan het minimumaantal in artikel 9 opgenomen is.

**Art. 9.** De hierna volgende tabel vermeldt de boomsoorten die in aanmerking komen voor een toelage en voor elk ervan het minimum en maximum aantal plantsoenen per are alsook de percentages van de toelage.

Het minimumaantal plantsoenen kan echter verminderd worden indien zij van buitengewone genetische kwaliteit zijn.

Kolom	Aantal plantsoenen minimum-maximum	Toelagepercentage schijven		
		1ste (1)	— (2)	2de (3)
Gewone esdoorn ( <i>Acer pseudoplatanus</i> )	10-25	25	5	30
Zwarte els ( <i>Alnus glutinosa</i> )	10-25	35	15	50
Ruwe berk ( <i>Betula pendula</i> )	10-25	25	10	35
Zachte berk ( <i>Betula pubescens</i> )	10-25	25	10	35
Haagbeuk ( <i>Carpinus betulus</i> )	10-25	25	10	35
Beuk ( <i>Fagus sylvatica</i> )	16-44	50	20	70
Es ( <i>Fraxinus excelsior</i> )	10-25	25	5	30
Ratelpopulier ( <i>Populus tremula</i> )	2-7	25	10	35
Zoete kers ( <i>Prunus avium</i> )	10-25	25	5	30
Wintereik ( <i>Quercus petraea</i> )	10-25	50	20	70
Zomereik ( <i>Quercus robur</i> )	10-25	50	20	70

Aantal plantsoenen minimum-maximum	Kolom	Toelagepercentage schijven		
		1ste (1)	(2)	2de (3)
Amerikaanse eik (Quercus rubra)	10-25	25	10	35
Gewone robinia (Robinia pseudacacia)	10-25	35	15	50
Kleinbladige linde (Tilia cordata)	10-25	25	10	35
Grootbladige linde (Tilia platyphyllos)	10-25	25	10	35

Art. 10. § 1. De eerste schijf van de toelage is vastgesteld in artikel 9 (kolom 1) en vertegenwoordigt een percentage van de kostprijs van de werken van de voorbereiding van de grond en van de verjonging, met een maximumbedrag van 80 000 F/ha.

De tweede schijf vertegenwoordigt een percentage van de hierboven vastgestelde kostprijs van de werken van de voorbereiding van de grond en van de verjonging en een percentage (kolom 3) van de onderhouds- en herbebossingskosten, met een maximumbedrag van 50 000 F/ha.

§ 2. In geval van kunstmatige verjonging en indien de plantsoenen van betrouwbare Belgische herkomst zijn, worden de in kolommen 1 en 3 van artikel 9 vastgestelde toelagepercentages vermeerderd met 5 %.

§ 3. In geval van een acclimatisatie tijdens ten minste een jaar van de plantsoenen op een hoogte die niet meer dan 150 m. verschilt met die van het perceel waar zij zullen geplant worden en in geval van natuurlijke herbebossing, worden de in kolommen 1 en 3 van artikel 9 vastgestelde toelagepercentages vermeerderd met 5 %.

§ 4. In de kerngebieden van de krachtens artikel 4 van de richtlijn 79/409/EEG door het Waalse Gewest vastgestelde perimeters worden de in kolommen 1 en 3 van artikel 9 vastgestelde toelagepercentages vermeerderd met 5 %.

§ 5. In de landelijke gebieden die in aanmerking kunnen komen om de bijstand van de Europese Gemeenschap te genieten als doel nr. 5b, zoals bepaald in de verordening EEG nr. 2052/88 en vastgesteld in de beslissing 89/426/EEG van 10 mei 1989, worden de in kolommen 1 en 3 van artikel 9 vastgestelde toelagepercentages vermeerderd met 5 %.

§ 6. Deze verschillende verhogingen van de percentages van de toelage zijn cumuleerbaar.

§ 7. De toelage mag niet berekend worden op een bedrag dat hoger ligt dan dat van het bij de aanvraag gevoegde bestek.

Art. 11. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Bossen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,  
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

F. 91 — 2823

27 JUILLET 1991. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune déterminant les subventions à allouer pour l'année 1989 aux institutions de la Région de Bruxelles-Capitale agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés

Le Collège réuni,

Vu la loi spéciale du 18 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, notamment l'article 3, §§ 4 et 6;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions;

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 91 — 2823

27 JULI 1991. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de toelagen die voor het jaar 1989 moeten worden toegekend aan de door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten erkende instellingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

Het Verenigd College,

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, inzonderheid op artikel 3, §§ 4 en 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1968 tot inrichting en coördinatie van de controles op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;